

Relations internationales

POLOGNE, DIMANCHE 24 ET LUNDI 25 JUILLET 2011

PRÉSIDENTE POLONAISE DE L'UE - RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS COMPÉTENTES POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DES PARLEMENTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE

M. Karel Uyttensprot (N-VA), membre de la commission de l'Économie, a participé à cette réunion en remplacement de la présidente de la commission, Mme Van der Auwera, qui était empêchée.

Cette réunion, qui s'est tenue dans la salle des séances plénières du Sénat polonais, avait pour thème : « L'impact de la crise financière sur l'avenir du marché unique ».

La réunion, qui a été ouverte par les présidents de la commission compétente de la Chambre polonaise (Diète) et du Sénat polonais, a commencé par une allocution de M. Waldemar Pawlak, vice-premier ministre et ministre de l'Économie de Pologne. M. Pawlak a attiré l'attention de son auditoire sur le fait que les principes de subsidiarité, dont le respect est depuis peu monitoré par les parlements nationaux, réalisent un équilibre entre souveraineté et intégration, d'où l'importance de cette réunion. Ensuite, l'orateur a exposé les trois priorités de la Présidence polonaise de l'UE :

1. l'intégration européenne, source de croissance ;
2. une Europe sûre (alimentation, énergie, défense) ;
3. les avantages de l'ouverture pour l'UE.

M. Pawlak a notamment dit combien il était important d'harmoniser plus rapidement les normes techniques, entre autres dans le secteur des télécoms, et d'abaisser le niveau des barrières qui font obstacle au commerce électronique. Réagissant à des questions posées par les personnes présentes, l'orateur a évoqué notamment la résurgence du nationalisme en Europe, les répercussions sur les autres États membres de l'UE de la décision unilatérale de l'Allemagne de sortir du nucléaire mais également la crise financière et la nécessité pour l'UE de disposer de sa propre infrastructure financière et de ses propres agences de notation.

Ensuite, M. Jan Wyrowinski, président de la commission de l'Économie du Sénat, a abordé le chapitre du financement des mesures visant à consolider le marché unique et ce, dans le cadre du contexte financier existant et du nouveau contexte financier. M. Wyrowinski a souligné que les États membres les plus vulnérables dans la crise actuelle sont essentiellement ceux qui ont adhéré le plus récemment à l'UE et qui ne disposent pas de l'euro.

Les fonds budgétaires européens constituent la principale source de financement. Tout le problème à cet égard est de fixer des objectifs prioritaires pour ces fonds et d'éviter ce qui s'est passé avec la stratégie de Lisbonne, c'est-à-dire une surabondance d'objectifs. Sur ce point, l'orateur dit combien il est important d'investir massivement dans les réseaux d'infrastructures et les réseaux TIC.

Ensuite, M. Mario Monti, l'ancien commissaire européen au marché intérieur et à la concurrence, a plaidé en faveur d'un engagement renouvelé pour le marché unique et ce, compte tenu de la crise financière et économique actuelle. A cet égard, il a évoqué la teneur du rapport qu'il a présenté au président de la Commission européenne, M. Barroso, et qui s'intitule « *A new strategy for the single market – At the service of Europe's economy and society* » (9 mai 2010).

A ce propos, l'orateur a mis l'accent sur le fait que la subsidiarité n'est pas un concept statique et qu'une approche flexible est nécessaire. C'est ainsi que dès le début (1958), la politique en matière de concurrence a été centralisée au niveau de la Commission européenne à Bruxelles (parce qu'à ce moment-là, l'Allemagne était le seul État membre qui disposait d'un « Bundeskartellamt »). Toutefois, un revirement s'est produit le 1^{er} mai 2004. Depuis lors, cette compétence est gérée conjointement, dans le cadre d'un « *governance network system* », par la Commission et les vingt-sept États membres.

Ainsi, l'orateur a également la forte impression qu'en matière de taxation, le moment est venu de mettre en place une plus grande coordination.

Quoique le marché unique achevé et consolidé soit plus que jamais nécessaire en raison de la crise de la fiscalité et de la crise que traverse la zone euro, ce marché est plus impopulaire que jamais, même si la crise de la zone euro a souvent son origine dans un marché insuffisamment unifié ou, en d'autres termes, dans une intégration insuffisante des économies réelles.

L'orateur conclut son intervention en disant que son rapport se veut un plaidoyer en faveur d'un « *New Deal* » dans le cadre duquel l'UE se rapprocherait du modèle scandinave, lequel consiste en un mariage entre une économie de marché forte et une protection sociale valable.

Enfin, Mme la Comtesse Roza von Thun und Hohenstein, membre du Parlement européen, a mis l'accent sur l'importance de la communication, considérant que le fait que cette réunion ait lieu à Varsovie est déjà une énorme réussite en soi compte tenu du passé et notamment de la Guerre froide. Le marché intérieur, qui a une si grande influence sur notre vie quotidienne, n'est l'objet de discussions que dans des cénacles élitaires et n'est pas assez l'objet d'une vulgarisation destinée à l'opinion publique. La question essentielle est donc : comment les citoyens européens pourraient-ils y être associés davantage ? En guise de réponse, Mme von Thun und Hohenstein fait notamment référence au projet « *Single Market Forum* » (une fois par présidence) qui sera mis en œuvre du 2 au 4 octobre 2011 à Varsovie. Il s'agit d'une sorte de marché se présentant par exemple sous la forme d'ateliers et faisant partie intégrante d'un processus de consultation publique.